

BANQUE CENTRALE DU CONGO



NOTE DE CONJONCTURE DU MOIS D'AVRIL 2018

MAI 2018

Banque Centrale du Congo

Adresse : 563, Boulevard Colonel Tshatshi
Kinshasa-Gombe
République Démocratique du Congo

Adresse postale : 2697 Kinshasa 1

Téléphone : (243)815556966
(243)818108009
(243)815084402

Site Web: <http://www.bcc.c>

La Note de conjoncture est élaborée par la Direction des Analyses Economiques sous la supervision de la Direction Générale de la Politique Monétaire et des Opérations Bancaires.

Tous droits réservés. Les reproductions à usage pédagogique et non commercial sont autorisées sous réserve de citer la source.

La Note de conjoncture mensuelle est publiée au plus tard le dernier jour du mois suivant celui sous revue.

I. ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT EXTERIEUR

1.1. Aperçu de l'économie mondiale

L'expansion économique mondiale, qui a débuté aux environs du milieu de l'année 2016, est devenue plus large et plus vigoureuse, en dépit du fait des menaces des tensions commerciales observées en ce début de l'année en cours.

En effet, la croissance mondiale devra atteindre 3,9 % pour 2018 et 2019, soit une révision à la hausse de 0,2 point pour les deux années par rapport aux prévisions d'octobre dernier. Cette accélération s'explique par une croissance plus rapide dans la zone euro, au Japon, en Chine et aux États-Unis ainsi que par une amélioration attendue à court terme dans d'autres pays émergents et en développement, principalement les pays exportateurs de produits de base. Ainsi, la progression du commerce et de l'investissement demeure un moteur puissant de l'expansion mondiale.

Toutefois, cette dynamique positive reste confrontée à des risques pouvant impacter négativement la croissance mondiale à moyen terme. Parmi ces risques figurent le durcissement brutal des conditions financières avec la réduction des écarts de production et la normalisation des politiques monétaires, l'affaiblissement de l'appui des populations à l'intégration économique mondiale, les tensions géopolitiques, la transition de l'économie chinoise ainsi que l'aggravation des tensions commerciales liée aux restrictions et aux mesures de rétorsion.

A ce propos, il est recommandé (i) de renforcer le système commercial multilatéral ; (ii) de consolider le potentiel de croissance plus inclusive, (iii) de se constituer des amortisseurs pour faire face de manière plus efficace à la prochaine récession, (iv) d'améliorer la résilience financière pour limiter les risques de marché et d'instabilité, ainsi que (v) de favoriser la coopération internationale.

1.2. Evolution de l'activité dans les principaux pays et zones économiques

1.2.1. Pool Europe

Dans la zone euro, à l'issue de sa réunion du mois d'Avril 2018, le Conseil des Gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé de maintenir inchangé les dispositifs de sa politique monétaire. En effet, la politique monétaire est demeurée ultra-accommodante attesté par la poursuite de son programme de rachat d'actifs conjugué au maintien de son principal taux directeur à zéro et les taux de dépôt et de crédit respectivement à -0,4 % et 0,25 %.

Cette décision est consécutive aux développements économiques favorables observés ces derniers mois. Toutefois, la BCE a exprimé ses inquiétudes quant aux risques de conflits commerciaux et de l'impact négatif de l'appréciation de l'euro sur la conduite de la politique monétaire de la zone.

1.2.2. Pool Amérique

Aux Etats-Unis, les dernières estimations du FMI renseignent un taux de croissance de 2,9 % attendu pour 2018, soit une hausse de 0,2 point de pourcentage par rapport aux prévisions initiales. Cependant, une bonne partie de

cette dynamique ne devrait que persister à court terme. Dans ce contexte, le FMI table sur un ralentissement de l'activité, avec un taux de croissance moyen de 2,3 %, étant donné que les effets de la réforme fiscale et de la relance budgétaire devraient s'estomper à moyen terme.

Par ailleurs, dans son rapport sur la conjoncture économique, dénommé « *Livre Beige* », la Réserve fédérale fait état de la poursuite de la croissance économique soutenue par le regain de confiance des entreprises, traduit par la hausse des investissements, conjugué par la hausse de la consommation des ménages ainsi que par celle des salaires.

Toutefois, la Fed a souligné que l'imposition des droits de douanes sur l'importation pour certains produits, notamment l'acier et l'aluminium en provenance de Chine devrait peser négativement sur les perspectives de croissance économique.

1.2.3. Pool Asie

Au Japon, la Banque centrale a décidé de maintenir inchangé sa politique monétaire au regard de l'évolution de l'économie observé ces derniers mois. En effet, la Banque centrale (BoJ) a maintenu son objectif de taux à court terme à -0,1 % et celui des rendements obligataires à 10 ans proche de zéro. En outre, la BoJ a renoncé au calendrier pour atteindre son objectif d'inflation de 2,0 % afin de tempérer les anticipations du marché sur des nouvelles mesures d'assouplissement monétaire.

Par ailleurs, l'Institut d'Emission a également maintenu ses prévisions d'inflation à 1,8 % pour l'exercice fiscal se terminant le 31 mars 2020. S'agissant de l'exercice 2020-201, la BoJ table également sur un taux d'inflation de 1,8 %.

1.2.4. Pool Afrique

Dans sa 17^{ème} édition du rapport semestriel Africa's Pulse, présenté ce mercredi 18 avril à Washington et consacré aux perspectives économiques du Continent, la Banque mondiale a prévu une croissance de 3,1 % en Afrique subsaharienne en 2018 après s'être établie à 2,6 % en 2017 et 1,5 % en 2016.

D'après les projections de la banque, ce résultat devrait être un peu plus élevé, à un taux de 3,6 %, au cours des deux prochaines années. Pour obtenir des résultats globalement plus encourageants, la Banque mondiale recommande aux pays d'accélérer les réformes budgétaires et structurelles. L'accroissement de la performance des entreprises publiques du secteur, de même que la nécessité de donner au secteur privé les moyens de saisir les opportunités offertes par l'innovation sont également parmi les objectifs à atteindre.

1.3. Marchés des produits de base intéressant l'économie congolaise

A fin avril 2018, les cours moyens des principaux produits intéressant l'économie congolaise, par rapport au mois précédent, se présentent de la manière suivante :

Tableau 1 : Cours des produits miniers et énergétiques

	déc-16	déc-17	janv-18	févr-18	mars-18	avr-18
Pétrole (brent) \$/baril	54,97	64,10	68,98	65,62	66,76	71,96
<i>variation (en %)</i>	41,35	2,09	7,63	-4,88	1,74	7,79
Cuivre LME \$/tm	5 669,19	6 791,20	7 080,04	7 009,70	6 809,16	6 832,68
<i>variation (en %)</i>	22,50	-0,48	4,25	-0,99	-2,86	0,35
Cobalt Londres \$/tonne	29 184,23	70 816,78	75 772,63	83 802,43	87 221,55	96 153,42
<i>variation (en %)</i>	29,31	5,18	7,00	10,60	4,08	10,24
Or New York \$/o.t.	1 151,47	1 265,72	1 330,23	1 334,05	1 326,87	1 335,93
<i>variation (en %)</i>	7,62	-1,27	5,10	0,29	-0,54	0,68

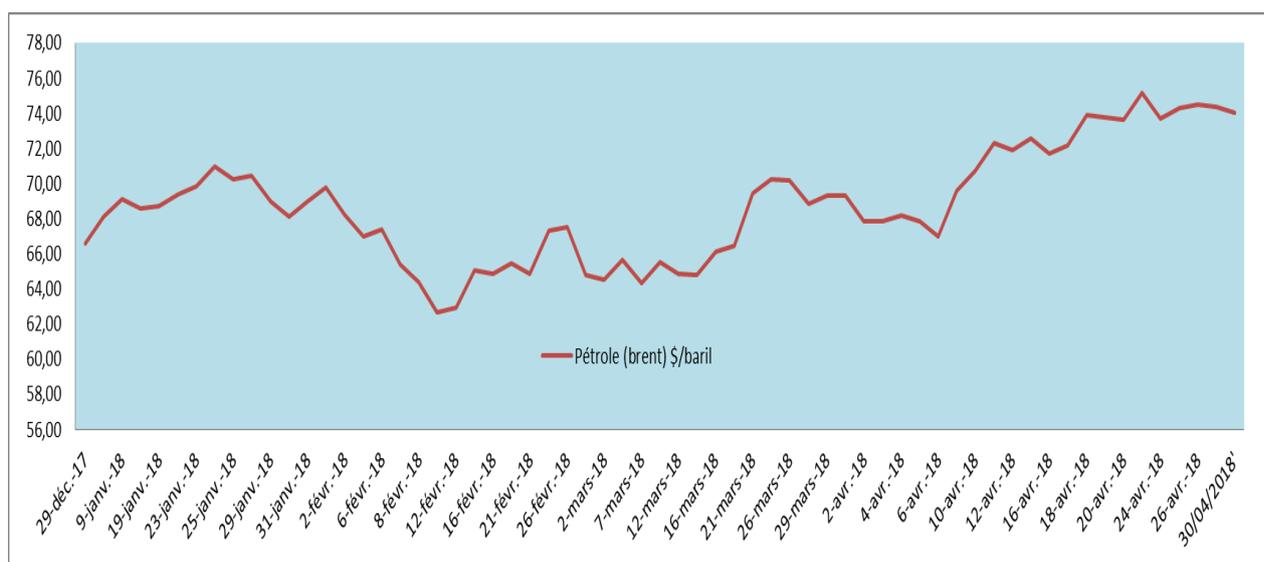
Source : les échos.

1.3.1. Pétrole brut

Au cours de la période sous examen, le prix du pétrole s'est fixé en moyenne mensuelle à 71,96 USD le baril, soit une hausse de 7,79 % par rapport à son prix du mois dernier. Cette hausse est principalement portée par un regain de tensions géopolitiques au Moyen-Orient, occasionnant des incertitudes quant la demande mondiale de pétrole.

Aussi, la flambée du prix du baril s'observe dans un contexte d'anticipations quant à la perspective de la réunion de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) visant à soutenir le prix du baril.

Graphique 1 : Evolution du cours du pétrole (USD le baril)



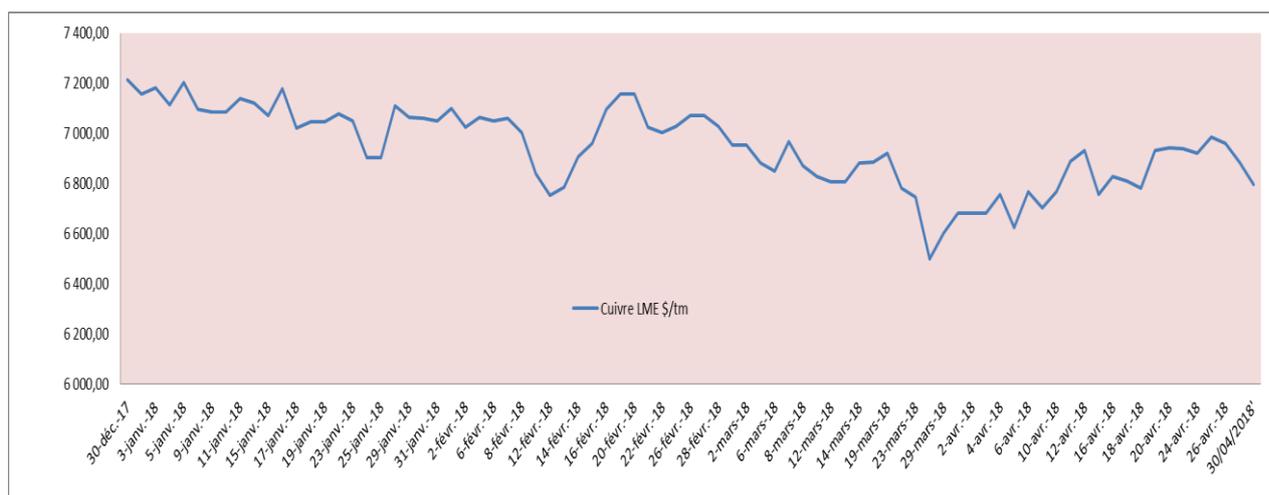
Source : Banque Centrale du Congo.

1.3.2. Produits miniers

➤ Cuivre

Le cours du cuivre s'est établi à 6.832,68 USD la tonne métrique en moyenne mensuelle, soit une hausse de 0,35 % par rapport au mois précédent, en raison notamment des récentes tensions géopolitiques et des craintes concernant une guerre commerciale fondée sur les métaux de base entre la Chine et les Etats-Unis.

Graphique 2 : Evolution du cours du cuivre



Source : Banque Centrale du Congo.

➤ Cobalt et Or

Le prix du cobalt en moyenne mensuelle s'est fixé à 96.153,42 USD la tonne, soit une progression de 10,24 % d'un mois à l'autre. Cette évolution observée depuis le début de l'année 2017 tient de la hausse continue de la demande de ce produit dans le secteur de l'industrie automobile, notamment dans la fabrication des batteries utilisées pour véhicules électriques. Pour ce qui est de l'or, il s'est situé à 1.335,95 USD l'once en moyenne soit une hausse mensuelle de 0,68 % d'un mois à l'autre.

1.3.3. Produits agricoles

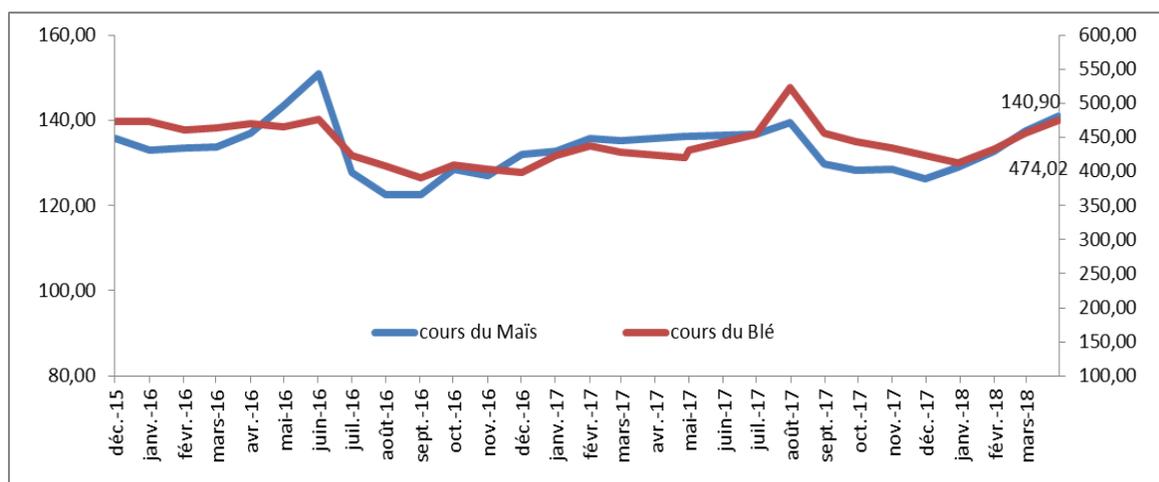
Au marché de Chicago, les cours du blé, du maïs et du riz se sont inscrits en hausse dans un contexte de la dégradation continue des perspectives de production au niveau de principaux pays producteurs face à une forte demande chinoise pour les produits agricoles. Les prix se sont fixés respectivement à 476,55 cts/boisseau, 141,70 USD la tonne et 12,86 Cts/lb.

Tableau 2 : Produits agricoles

	déc-16	déc-17	janv-18	févr-18	mars-18	avr-18
Riz Chicago Cts/lb	9,57	11,96	11,95	12,22	12,32	12,86
<i>variation (en %)</i>	-13,90	1,36	-0,06	2,22	0,84	4,38
Blé Chicago cts/boisseau	398,78	413,18	432,06	455,91	474,02	476,55
<i>variation (en %)</i>	-15,62	-2,25	4,57	5,52	3,97	0,53
Maïs Chicago \$/tonne	122,96	128,95	132,62	137,42	140,90	141,70
<i>variation (en %)</i>	-9,36	2,17	2,84	3,62	2,53	0,57

Sources : Les échos.

Graphique 3 : Evolution des cours du blé et du maïs



Source : Banque Centrale du Congo.

1.4. Cours de changes euro dollar

Au cours du mois sous examen, la devise américaine s'est globalement appréciée par rapport à l'euro, influencée par la solidité de l'économie américaine attestée par la hausse de la croissance économique, la résorption de l'écart de production négatif ainsi que le renforcement du marché de l'emploi. En effet, le cours de change euro dollar s'est établi en moyenne autour de 1,21 contre 1,23 l'euro en mars 2018.

Tableau 3 : Cours de change euro dollar

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept	Oct.	Nov.	Déc.	Taux moyen
2017	1,07	1,06	1,069	1,09	1,11	1,14	1,14	1,186	1,181	1,16	1,187	1,198	1,13
2018	1,24	1,23	1,23	1,21									

<https://forex.tradingsat.com/cours-euro-dollar>

Par ailleurs, l'appréciation du dollar s'est faite au détriment de la monnaie unique européenne (euro) qui s'est légèrement déprécié suite à l'annonce de la Banque Centrale européenne relative au ralentissement de la croissance économique dans la zone couplé aux risques mondiaux, tels que la matérialisation des mesures protectionnistes commerciales.

II. EVOLUTION DES ACTIVITES DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS

2.1. SECTEUR REEL

2.1.1. Croissance économique

Sur base des estimations de la production à fin décembre, la croissance du PIB réel s'est située à 3,7 % en 2017 contre 2,4 % en 2016, soit une accélération de 1,3 point de la croissance. Ce taux de croissance reste au-dessus de la moyenne de 2,7 % des pays de l'Afrique Subsaharienne.

Cette reprise devrait se poursuivre en 2018, avec un taux attendu à 4,3 %, propulsé par les activités extractives selon les estimations du dernier rapport sur les perspectives du « cadrage macroéconomique ».

a. Approche par la production

Suivant l'approche de la production, contrairement à l'année précédente où la croissance a été tirée par le secteur tertiaire (1,7 point), cette croissance en 2017 est soutenue en premier lieu par le secteur primaire, avec une contribution de 2,2 points contre 0,4 point de pourcentage en 2016. Cet affermissement du secteur primaire résulte du dynamisme plus vigoureux de la branche « Extraction », dont la contribution a été de 2,0 points de croissance contre une contribution négative de 0,2 point une année auparavant, suite à l'entrée en phase de production de certaines entreprises, dans un contexte d'embellie des cours des principaux métaux d'exportations (le cuivre et le cobalt).

Les secteurs secondaire et tertiaire ont participé équitablement à la croissance. Ils se sont situés en 2^e position avec une contribution de 1,2 % chacun. Cette évolution est essentiellement consécutive pour le secteur tertiaire à la vitalité des activités de « Commerce de gros et de détail » et de « Transports et télécommunications », dont les contributions ont été respectueusement de 0,7 et 0,3 point de croissance.

Tableau 4 : Evolution du PIB constant et de ses composantes selon l'approche par la valeur ajoutée

BRANCHES D'ACTIVITES	2016			2017		
	VA	Var (%)	Contrib	VA	Var (%)	Contrib
Secteur primaire	4 603,7	0,9	0,4	4 848,6	5,3	2,2
Agriculture, forêt, élevage, chasse	1 838,0	3,3	0,5	1 866,9	1,6	0,3
Agriculture vivrière	1 751,8	3,1	0,5	1 781,0	1,7	0,3
rente	1 724,8	3,1	0,5	1 754,1	1,7	0,3
renté	27,0	5,7	0,0	26,9	-0,6	0,0
silviculture	83,0	6,7	0,0	82,7	-0,4	0,0
élevage, pêche et chasse	3,2	3,0	0,0	3,3	3,0	0,0
Extraction	2 765,6	-0,7	-0,2	2 981,7	7,8	2,0
Secteur secondaire	1 713,4	2,4	0,4	1 842,7	7,5	1,2
Industries manufacturières	1 344,9	8,6	1,0	1 377,0	2,4	0,3
Industries alimentaires, boissons	1 142,1	9,3	0,9	1 157,2	1,3	0,1
Autres industries manufacturières	202,7	5,0	0,1	219,8	8,4	0,2
Electricité, gaz, vapeur et eau	70,8	9,3	0,1	74,5	5,3	0,0
Bâtiment et travaux publics	297,7	-19,6	-0,7	391,2	31,4	0,8
Secteur tertiaire	4 421,3	24,5	1,7	4 551,9	3,0	1,2
Transports et Télécommunications	1 386,1	3,5	0,4	1 422,4	2,6	0,3
Transports	809,5	6,3	0,4	847,5	4,7	0,3
Télécommunications	576,6	-0,1	0,0	575,0	-0,3	0,0
Commerce	1 669,7	6,4	0,9	1 748,7	4,7	0,7
Autres services hors adm. public	1 028,1	3,1	0,3	1 049,1	2,0	0,2
Banques et assurances	156,8	7,6	0,1	160,5	2,4	0,0
Autres services	871,3	2,3	0,2	888,6	2,0	0,2
Services d'administration publique	412,5	3,9	0,1	408,5	-1,0	0,0
Education	11,8	4,2	0,0	11,9	0,4	0,0
santé	1,7	6,8	0,0	1,8	3,4	0,0
Autres services non marchand	398,9	3,9	0,1	394,8	-1,0	0,0
SIFIM	-75,0	7,6	0,0	-76,8	2,4	0,0
PIB au prix de base	10 738,3	2,6	2,5	11 243,2	4,7	4,6
Taxes sur les produits	311,5	-3,0	-0,1	215,5	-30,8	-0,9
PIB aux prix constants du m	11 049,8	2,4	2,4	11 458,7	3,7	3,7
PIB (hors mines) aux prix co	8 284,2	3,5	3,5	8 477,1	2,3	1,75

Source : CESC.

L'apport du secteur secondaire est stimulé principalement par le dynamisme de la branche « Bâtiments et travaux publics », avec 0,8 point de contribution à la

croissance venant de -0,7 point l'année précédente, et dans une moindre mesure par les « Industries manufacturières », avec une contribution de 0,3 point. Cette évolution est due essentiellement au relèvement de la production du ciment gris, suite à l'entrée en production de deux nouvelles cimenteries (CIMKO et PPC Barnet).

b. Approche par la dépense

Selon l'approche par la dépense, la croissance serait en grande partie tirée par la demande extérieure nette, avec une contribution de 2,5 points de pourcentage, et dans une moindre mesure par la demande intérieure, avec 1,2 point.

Le bon comportement de la demande extérieure nette résulte de la vitalité des exportations des biens et services, attestée par une progression annuelle de 9,3 %, portant ainsi sa contribution à 2,5 points de croissance, grâce particulièrement aux exportations des produits miniers. Parallèlement, les importations des biens et services, avec une progression annuelle de -0,1%, ont indiqué une contribution à la croissance quasiment nulle sur la période sous analyse.

Tableau 5 : Projection de la croissance du PIB suivant l'approche par la demande (en milliards de CDF, au prix de 2005 sauf indication contraire)

	2016	2017	2016			2017		
			Variation en %	Contrib. en %	Contrib. en pts	Variation en %	Contrib. en %	Contrib. en pts
PIB Emplois à prix constants de 2005								
Demande intérieure	12664,3	12791,7	0,9%	41,5%	1,0	1,0%	31,1%	1,2
Consommation	9437,7	9324,2	-2,1%	-76,6%	-1,8	-1,2%	-27,8%	-1,0
Publique	947,7	636,5	-29,6%	-153,9%	-3,7	-32,8%	-76,1%	-2,8
Privée	8490,0	8687,7	2,4%	77,4%	1,9	2,3%	48,3%	1,8
Investissements bruts	3226,6	3467,5	10,5%	118,1%	2,8	7,5%	58,9%	2,2
FBCF	3226,6	3467,5	10,5%	118,1%	2,8	7,5%	58,9%	2,2
Publique	348,3	91,9	-23,8%	-42,1%	-1,0	-73,6%	-62,7%	-2,3
Privée	2878,4	3375,6	16,8%	160,2%	3,8	17,3%	121,6%	4,5
Variation des stocks	1,00	1,0	-	0,4%	0,0	-	0,0%	0,0
Demande extérieur nette	-1614,5	-1333,0	-8,6%	58,5%	1,4	-17,4%	68,9%	2,5
Exportations de biens et services	3001,8	3280,0	-0,9%	-10,2%	-0,2	9,3%	68,0%	2,5
Exportations des biens	2953,3	3198,2	-0,5%	-6,1%	-0,1	8,3%	59,9%	2,2
Produits miniers	2557,8	2773,8	-0,7%	-6,6%	-0,2	8,4%	52,8%	2,0
Autres produits	395,5	424,4	0,3%	0,5%	0,0	7,3%	7,1%	0,3
Exportations des services	48,5	81,7	-18,0%	-4,1%	-0,1	68,5%	8,1%	0,3
Importations de biens et services	4616,3	4612,9	-3,7%	-68,7%	-1,6	-0,1%	-0,8%	0,0
Importations des biens	3735,5	3810,2	-7,3%	-113,0%	-2,7	2,0%	18,3%	0,7
Consommations	1006,2	1012,7	23,5%	73,9%	1,8	0,6%	1,6%	0,1
Equipements	1715,5	1753,8	1,8%	11,4%	0,3	2,2%	9,4%	0,3
Intermédiaires	1013,9	1043,7	-33,6%	-198,4%	-4,8	2,9%	7,3%	0,3
Importations des services	880,8	802,8	15,0%	44,3%	1,1	-8,9%	-19,1%	-0,7
PIB (Emplois)	11049,8	11458,7	2,4%	100,0%	2,4	3,7%	100,0%	3,7

Source : CESC.

En ce qui concerne la demande intérieure, avec une faible progression de 1,0 %, sa contribution à la croissance tient principalement à la vigueur des investissements privés et de la consommation privée, dont les contributions ont été respectivement de 4,5 points et 1,8 point. Cet apport peu considérable de la demande intérieure fait suite notamment à la contreperformance du secteur public, à travers ses deux sous-composantes (consommation publique et investissements publics), lesquelles ont accusé des contributions négatives au cours de la période sous examen.

2.1.2 Baromètre de conjoncture

Depuis le début de l'année 2018, les chefs d'entreprises demeurent confiant quant à l'évolution de la conjoncture économique à court terme, attesté par un solde globale d'opinions positif au cours de quatre premiers mois. En effet, à fin avril 2018, le solde globale d'opinions s'est amélioré de 0,3 point par rapport au mois précédent, s'établissant à + 17,9 %.

Tableau 6 : Evolution du solde brut d'opinions en 2017 et 2018

Secteur	2017												2018			
	janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Févr.	Mars	Avril
Solde global	-4,3	-4,7	-2,1	4,8	-9,3	-3,8	-1,9	3,2	6,1	-4,6	-8,0	-14,3	12,5	9,4	17,6	17,9
Industries manufacturières	-10,0	5,3	7,5	5,0	-34,0	-7,3	-6,3	19,5	-8,3	4,8	-9,1	11,5	-10,2	11,4	-1,2	49,1
Electricité et Eau	31,7	39,5	26,7	30,7	12,8	27,1	33,3	59,0	43,6	30,6	38,6	45,9	34,2	44,7	43,6	52,1
Industries extractives	-7,9	-11,7	2,9	13,2	-2,0	-2,1	6,3	10,9	11,6	-6,1	-5,7	-15,9	20,0	11,8	26,7	23,6
Construction	-22,6	4,0	-45,7	-29,2	-15,1	-27,5	-36,5	-61,9	-59,3	-14,3	-47,7	-61,6	-33,3	-25,6	-11,9	-40,7
Services	-9,2	5,0	-57,3	-48,3	-49,0	-9,2	-38,3	-55,6	-56,9	-27,5	-10,7	-55,6	-48,4	-22,7	-33,1	-59,9

Source : BCC.

Ce résultat est tiré principalement par le regain de confiance des chefs d'entreprises évoluant dans les industries manufacturières. Comparé à la période correspondante de l'année 2017, les chefs d'entreprises sont très optimistes en ce qui concerne la conjoncture intérieure en 2018.

Graph. 4 : Solde global d'opinions des chefs d'entreprises en 2017 - 2018



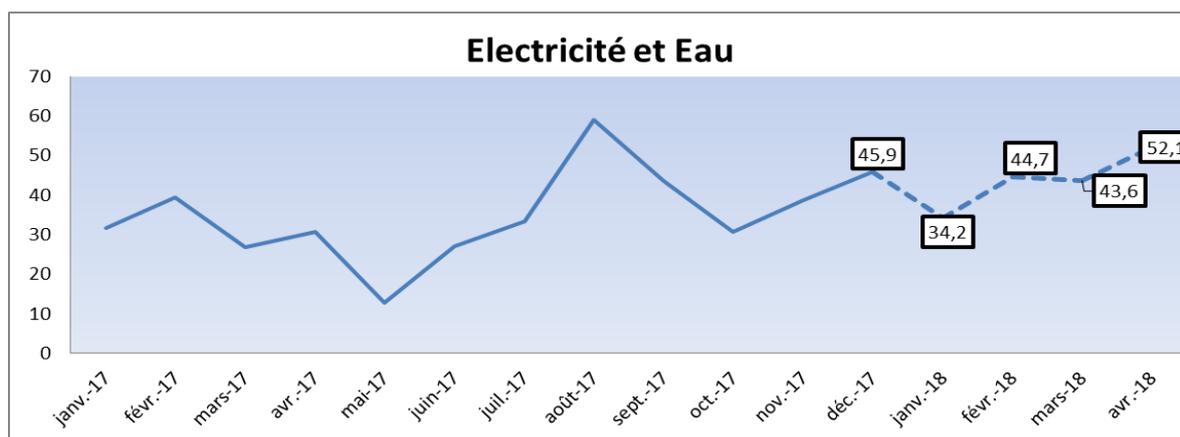
Source : BCC.

Ainsi, les perspectives de l'activité économique en RDC, telles que vues par les chefs d'entreprises à fin mars 2018, se présentent comme suit :

Dans la branche « **Electricité et Eau** », le redressement observé en avril 2018 après un léger repli témoigne d'une nette appréciation de l'activité dans l'ensemble de ce secteur, sur fond de l'amélioration de la desserte en eau potable suite à l'exécution des certains projets initiés par le Gouvernement de la République appuyé par ses partenaires au développement.

Le solde d'opinions s'est établi à + 52,1 %, venant de + 43,6 % le mois précédent.

Graph. 5 : Evolution du solde des Industries énergétiques en 2017 et 2018



Source : BCC.

Dans les **Industries Manufacturières** la confiance des entrepreneurs est repartie à la hausse avec un solde redevenu positif, soit + 49,1 % en février contre - 1,2 % un mois plus tôt.

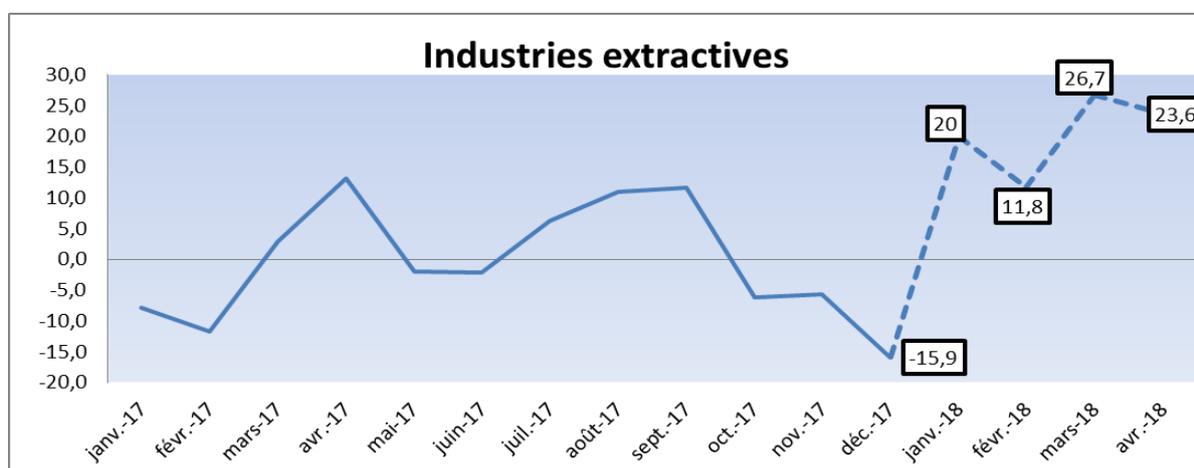
Graph. 6 : Evolution du solde des Industries manufacturières en 2017 et 2018



Source : BCC.

Quant aux **industries extractives**, le solde d'opinions demeure positif malgré une légère baisse observée au mois d'avril, passant de +26,7 % en mars à +23,6 % au cours du mois sous analyse.

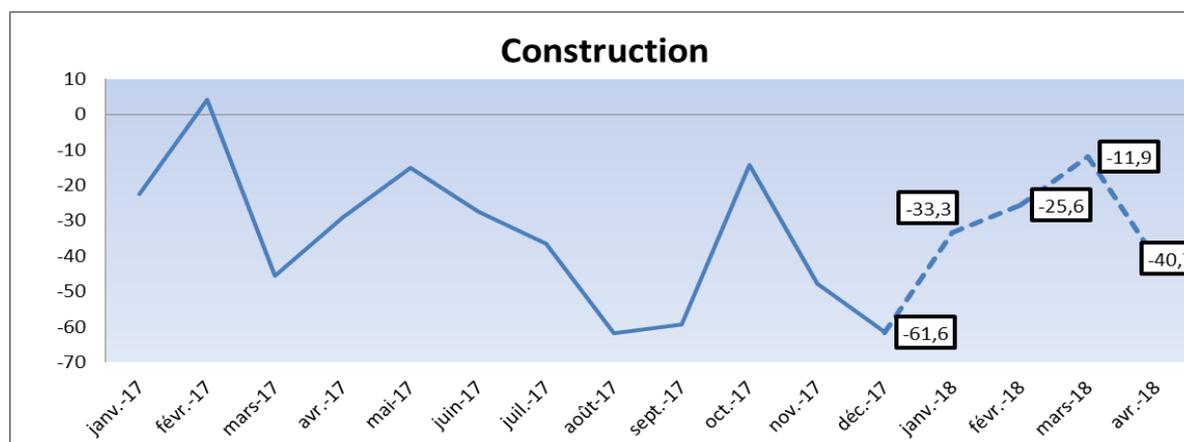
Graph. 7 : Evolution du solde des Industries minières en 2017 et 2018



Source : BCC.

Par ailleurs, les opérateurs économiques ont exprimé leurs inquiétudes quant aux perspectives d'une reprise des activités dans le secteur de **Construction**. Le solde de leurs opinions s'est établi à -40,7 % contre -11,9 % au mars de mars dernier.

Graph. 8 : Evolution du solde du secteur Construction en 2018 et 2018



Source : BCC.

Cette situation est expliquée par la baisse des carnets de commandes et la faiblesse de l'utilisation du matériel de construction.

Dans le secteur des Services, le pessimisme affiché par les chefs d'entreprise depuis le début de l'année s'est accentué au mois sous examen, attesté un solde d'opinions établi à - 59,9 % contre - 33,1 % en mars 2018. La persistance de ce pessimisme est attribuable à l'évolution de l'activité jugée défavorable dans la quasi-totalité des sous-branches.

Graph.9 : Evolution du solde du secteur des Services en 2017 et 2018



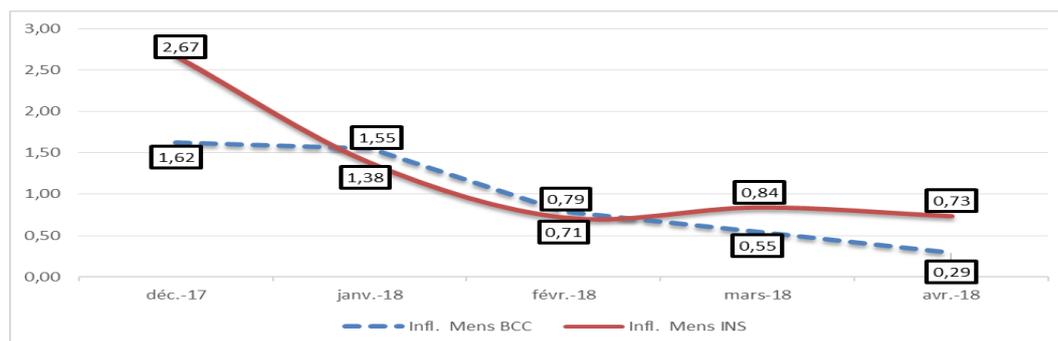
Source : BCC.

2.1.3. EVOLUTION DES PRIX INTERIEURS

A fin avril 2018, l'inflation mensuelle calculée par l'indice BCC s'est situé à 0,29 % contre 0,55 % le mois passé. En cumul de l'année, l'inflation a atteint 3,22 %. Considérant la même tendance, l'inflation se situerait à 10,19 % en annualisé et 32,85 % en glissement contre un objectif d'inflation optimal de 7,0 % à moyen terme.

Parallèlement, en rythme mensuel, l'inflation calculée par l'Institut National de la Statistique s'est établie à 0,73 % contre 0,84 % le mois précédent, portant le cumul à 3,70 %. En annualisé et en glissement annuel, l'inflation serait respectivement de 11,767 % et 46,96 %.

Graphique 10. Evolution de l'inflation mensuelle de la BCC et l'INS en 2018



Source : BCC.

2.2. SECTEUR PUBLIC

2.2.1. Exécution des Opérations Financières de l'Etat

A fin avril 2018, l'exécution des opérations financières de l'Etat, intégrant l'amortissement de la dette, s'est clôturée par un important excédent de 257,3 milliards de CDF contre un excédent programmé de 65,0 milliards, soit une marge positive de 192,3 milliards de CDF.

En effet, ce résultat est consécutif à la forte mobilisation des recettes publiques en ce mois d'échéance fiscale qui ont atteint 889,8 milliards de CDF. Rapproché aux recettes mobilisées en avril 2016 et 2017, les recettes de l'Etat se sont accrues, respectivement de 154,0 % et de 125,1 % expliquées par la reprise de l'activité économique sur fond du redressement des cours de matières premières et produits de base.

En cumul annuel à fin avril, le solde des opérations financières du Trésor est excédentaire de 505,1 milliards de CDF contre des déficits de 88,6 milliards et 5,4 milliards, respectivement à la période correspondante de 2016 et 2017.

Par ailleurs, il importe de relever que la hausse des recettes publiques enregistrée aux quatre premiers mois de l'année a été influencée par les recettes perçues à l'avance des entreprises minières, chiffrées à 277,1 milliards de CDF, en vue de rencontrer les dépenses liées au processus électoral. Ainsi, le solde des opérations financières de l'Etat, excluant toutes les avances des miniers, affiche un excédent de 228,0 milliards de CDF.

Tableau 7 : Situation mensuelle des opérations du Trésor (en milliards de CDF)

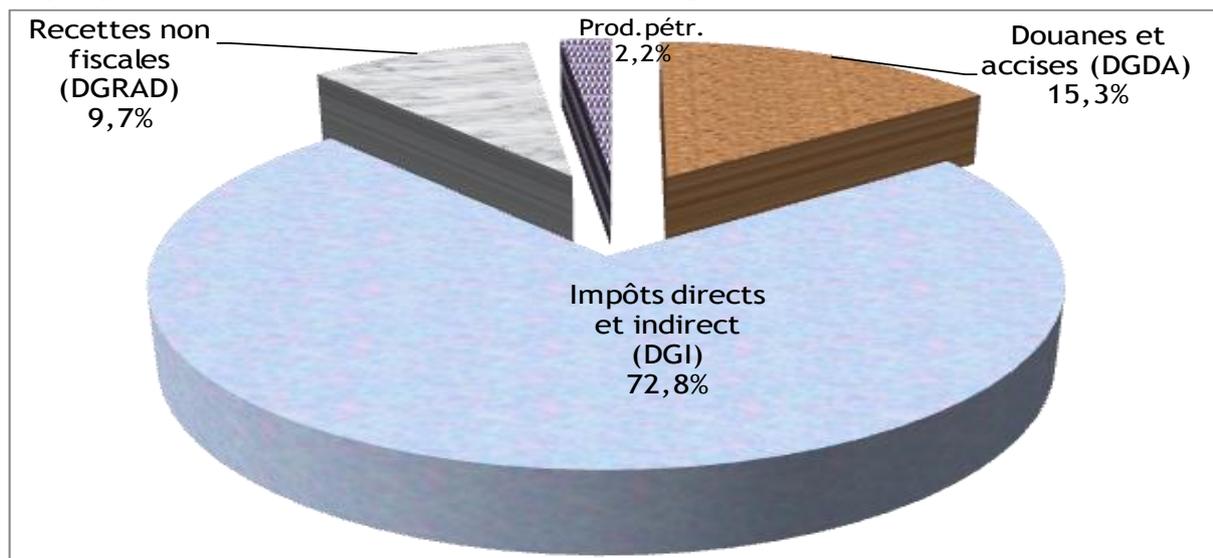
RUBRIQUES	2017		MOIS D'AVRIL 2018			CUMUL AVRIL 2018			VARIATION 2018/2017	
	Mois d'avril	Cumul avril	Program.	Réalisation	Exéc.en %	Program.	Réalisation	Exéc.en %	Mois d'avril	Cumul avril
Douanes et accises (DGDA)	96,7	394,0	143,6	135,8	94,6	543,3	533,4	98,2	40,5	35,4
Impôts directs et indirect (DGI)	228,3	593,1	472,4	647,6	137,1	1 182,3	1 497,9	126,7	183,7	152,5
*dont Autres rec./élect.(DGI)	-	-	118,8	39,6	33,4	356,3	277,1	77,8	-	-
Recettes non fiscales (DGRAD)	47,9	240,7	70,0	86,6	123,7	299,9	405,8	135,3	80,6	68,6
Pétroliers Producteurs	22,5	55,7	15,7	19,9	126,8	41,5	61,8	148,8	- 11,6	10,8
Dons et autres	-	7,1	-	-	-	-	-	-	-	-
Total revenus et dons	395,4	1 290,6	701,6	889,8	126,8	2 067,1	2 498,8	120,9	125,1	93,6
Dépenses courantes	312,2	1 074,9	495,1	520,1	105,1	1 427,2	1 670,9	117,1	66,6	55,4
Dont Salaires	165,8	656,0	248,5	228,8	92,0	868,0	866,1	99,8	38,0	32,0
Intérêt sur la dette	6,9	38,0	19,7	17,1	86,7	59,1	61,5	104,2	146,4	61,8
- dont dette extérieure	1,0	5,8	1,5	2,1	141,4	10,0	9,7	96,3	117,1	65,2
Frais de fonct. Inst.et Min.	101,1	266,6	96,5	141,8	146,9	213,0	411,3	193,1	40,2	54,2
Institutions Politiques	33,7	94,2	46,5	35,0	75,3	94,7	144,9	153,0	4,0	53,9
Ministères	67,4	172,5	50,0	106,8	213,5	118,3	266,4	225,2	58,3	54,5
Dépenses en capital	29,4	54,4	20,0	75,6	378,2	35,0	117,3	335,2	157,5	115,9
Autres dépenses	43,0	138,0	114,6	20,3	17,7	252,2	140,8	55,8	- 52,9	2,0
*Elections	18,6	74,4	64,0	-	-	176,0	70,0	39,8	- 100,0	- 5,9
Total dépenses	384,6	1 267,2	629,7	616,0	97,8	1 714,4	1 929,0	112,5	60,2	52,2
Amortissement de la dette	3,5	17,9	6,9	16,5	239,0	56,4	64,7	114,7	377,5	261,8
Total dépenses(+amort.dette)	388,0	1 285,1	636,6	632,5	99,4	1 770,9	1 993,7	112,6	63,0	55,1
1. Solde global	10,8	23,3	448,6	485,0	108,1	352,6	569,9	161,6	4 389,5	2 341,3
2. Solde courant	83,2	208,6	206,6	369,8	179,0	639,8	828,0	129,4	344,6	297,0
3. Solde primaire	17,7	61,4	468,6	560,7	119,7	411,7	631,4	153,4	3 059,6	928,8
4. Solde intégrant l'amort.	7,3	5,4	65,0	257,3	395,8	296,2	505,1	170,5	3 405,9	9 170,6
Solde 4 (hors rec./élections)	7,3	5,4	- 53,8	217,7	- 404,7	- 60,1	228,0	- 379,2	2 865,9	4 084,3

Source : BCC sur base des données PTR du secteur public (DTO/Min. Finances).

Au cours du mois sous examen, les recettes publiques ont été mobilisées en dépassement de leur programmation, soit 121,9 % totalisant 855,0 milliards de CDF. Au-delà de l'évolution nominale, cet accroissement s'est observé même en termes réels.

La structure mensuelle des recettes du Trésor reste dominée par celles collectées par la DGI représentant 75,5 %, suivi de celles provenant de DGDA, soit 15,9 % du total. Quant à la rubrique relative à la DGRAD, sa part dans les ressources mobilisées a été de 7,7 % et le reste, soit 0,9 % s'est localisé au niveau de « Pétroliers producteurs ». Le Trésor n'a enregistré aucune ressource au titre de « Dons et autres ».

Graphique 11 : Parts relatives des recettes des régies financières à fin avril 2018



Source : BCC sur base des données PTR du secteur public (DTO/Min. Finances)

Rapportées à leurs programmations du mois, seules les recettes collectées par la DGDA ont été mobilisées légèrement en deçà, soit un taux de mobilisation de 94,6 %. Les recettes collectées par la DGI, la DGRAD et celle provenant des Pétroliers producteurs ont, quant à elles, connu des dépassements respectifs de 37,1 %, 23,7 % et 26,8 % de leurs programmations.

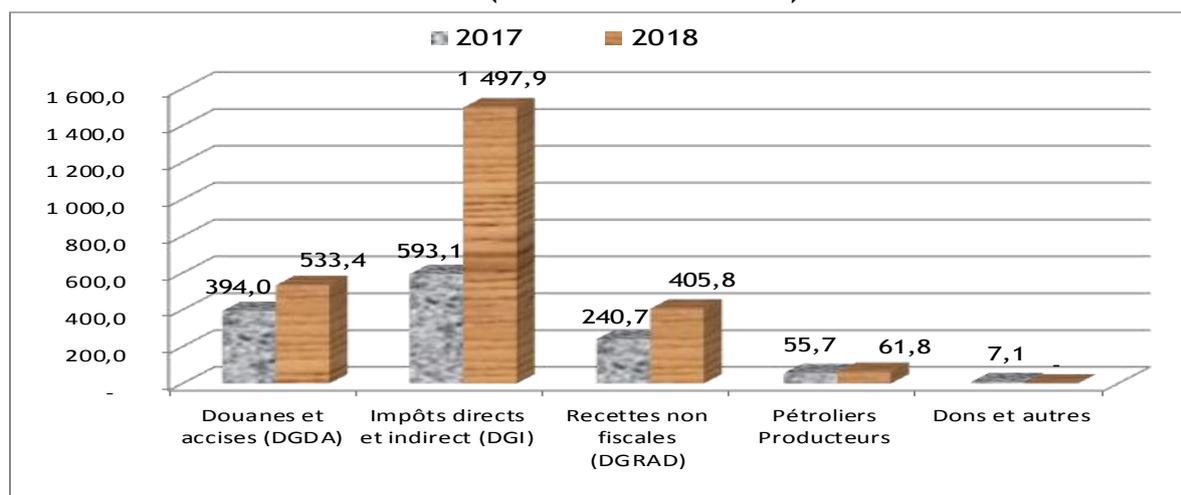
En outre, comparée à la période correspondante de l'année passée, il s'observe une forte augmentation des recettes provenant de la DGI, soit un accroissement de 183,7 % alors que les ressources mobilisées par la DGDA, la DGRAD ont connu une hausse respective de 40,5 % et 80,6 %. Quant aux « Pétroliers producteurs », ils ont connu une baisse des recettes de 11,6 %.

En cumul annuel à fin avril 2018, les recettes du Trésor ont été à la hausse de 93,6 %, comparativement à la période correspondante de l'année passée.

La variation des recettes, d'une année à l'autre, sur base de leur structure, a été globalement haussière. En effet, hormis la rubrique « Dons et autres » qui n'a engrangé aucune recette pour le compte du Trésor public, toutes les régies financières ont amélioré la mobilisation des recettes, attestée par des accroissements des recettes de 152,5 %, 68,6 % et 35,4 %, respectivement pour la DGI, la DGRAD et la DGDA. Les recettes publiques provenant des « Pétroliers producteurs » ont également de 10,8 % d'une année à l'autre.

Par ailleurs, Il convient de signaler qu'en termes réels, les recettes encadrées par la DGI et la DGRAD se sont améliorées alors que celles sous la gestion de la DGDA ont régressé.

Graphique 12 : Ventilation par rubrique des recettes publiques en avril 2017 et 2018 (en milliards de CDF)



Source : BCC sur base des statistiques du ministère de Finances (DTO).

S'agissant des dépenses publiques, intégrant l'amortissement de la dette, elles se sont accrues de 63,0 % comparativement à leur niveau de la période correspondante de l'année passée, avec un taux d'exécution de 99,4 % rapportées à leur programmation mensuelle.

La composition de ces dépenses est restée dominée par les dépenses courantes représentant 82,2 % du total avec un dépassement de 5,1 % ; alors que celles en capital ont représenté 12,0 % bien qu'ayant dépassé leur prévision mensuelle de 278,2 %.

En ce qui concerne la structure des dépenses courantes, il faudra signaler la prédominance des charges relatives aux salaires des agents et fonctionnaires de l'Etat dont la part a été 44,0 % avec un taux d'exécution de 92,0 % par rapport à leur prévision mensuelle. Quant aux frais de fonctionnement des ministères et des institutions politiques, ils ont représenté 27,3 % des dépenses courantes tout en connaissant un dépassement de 46,9 % rapportés à leurs programmations mensuelles.

En cumul annuelle fin avril, les dépenses publiques, intégrant l'amortissement de la dette, ont progressé de 55,1 % comparativement à leur niveau de l'année précédente à la même période.

2.2.2. Evolution hebdomadaire des recettes et des dépenses au mois d'avril 2018

Au cours du mois d'avril 2018, les recettes et les dépenses publiques ont connu, en rythme hebdomadaire, une évolution similaire à l'exception de la quatrième semaine.

En effet, les recettes ont progressé durant les quatre premières semaines, atteignant un pic de 392,4 à la quatrième semaine, tirée principalement par les ressources collectées par la DGI. Cependant, à la dernière semaine du mois sous examen, les recettes publiques ont enregistré une baisse de 42,4 % par rapport à la semaine d'avant.

Pour ce qui est des dépenses, elles ont crû aux trois premières semaines avant de régresser à la quatrième et à la cinquième semaine, dominées principalement par

les dépenses liées à la rémunération des agents et fonctionnaires de l'Etat à l'exception de la première et la dernière semaine du mois sous analyse.

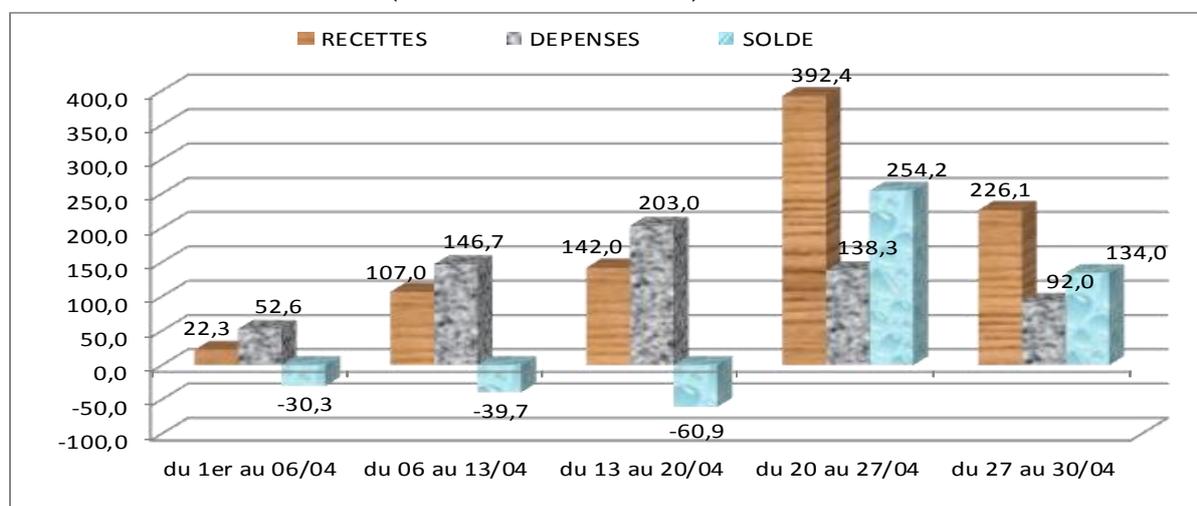
**Tableau 8 : Evolution hebdomadaire des opérations financières de l'Etat
(en milliards de CDF)**

RUBRIQUES	du 1er au 06/04	du 06 au 13/04	du 13 au 20/04	du 20 au 27/04	du 27 au 30/04	Cumul mensuel
RECETTES	22,3	107,0	142,0	392,4	226,1	889,8
Douanes et accises (DGDA)	13,3	38,5	27,0	30,0	27,0	135,8
Impôts directs et indirects (DGI)	3,4	44,6	105,2	331,3	163,1	647,6
Recettes non fiscales (DGRAD)	0,8	28,7	9,8	23,6	23,7	86,6
Autres recettes	4,9	-4,9	0,0	7,6	12,3	19,9
DEPENSES(+amort.dette)	52,6	146,7	203,0	138,3	92,0	632,5
Dont - salaires	0,9	38,4	114,5	51,6	23,4	228,8
-frais de fonct.	29,6	37,3	16,7	29,7	28,5	141,8
-subvention	2,9	8,3	52,9	44,3	10,2	118,5
SOLDE	-30,3	-39,7	-60,9	254,2	134,0	257,3

Source : BCC sur base des statistiques du ministère de Finances (DTO).

Concernant l'évolution des soldes hebdomadaires des Opérations Financières de l'Etat, les excédents réalisés aux deux dernières semaines du mois sous examen ont absorbés les déficits réalisés durant les trois premières semaines.

**Graphique 13 : Evolution hebdomadaire des opérations financières de l'Etat
(en milliards de CDF)**



Source : BCC sur base des données PTR du secteur public (DTO/Min. Finances)

2.2.3. Plan de trésorerie de la Banque Centrale du Congo

A fin avril 2018, l'exécution du Plan de Trésorerie de la BCC s'est clôturée par un léger excédent de 7,0 millions de CDF, résultant des encaissements de 32,050 milliards de CDF et des décaissements de 32,043 milliards. Rapporté à leur niveau prévu, les encaissements et les décaissements ont connu un dépassement de 42,7 %.

Concernant les encaissements, ils ont été portés principalement par les « Profits réalisés sur les opérations de change », par les « Commissions sur paiements de la

clientèle » et par la « Redevance suivi de change » lesquelles ont contribué respectivement à hauteur de 31,8 %, 28,7 % et de 25,8 %.

En cumul annuel au 30 avril 2018, l'exécution du plan de trésorerie de la BCC s'est clôturée par un léger excédent de 16,0 millions de CDF. Par ailleurs, il importe de souligner que l'amélioration des recettes n'a pas été perceptible en termes réels.

Tableau 9 : Plan de trésorerie de la BCC au 30 avril 2018

RUBRIQUES	CUMUL ANNUEL FIN AVRIL			AU 30 AVRIL 2018		
	2017	2018	VARIATION en %	PROGRAM. MENSUELLE	EXECUTION MENSUELLE	TAUX D'EXEC. En %
ENCAISS.	82,691	112,480	36,0	22,452	32,050	142,7
DECAISS.	82,658	112,464	36,1	22,452	32,043	142,7
RESULTAT	0,033	0,016	- 50,5	-	0,007	

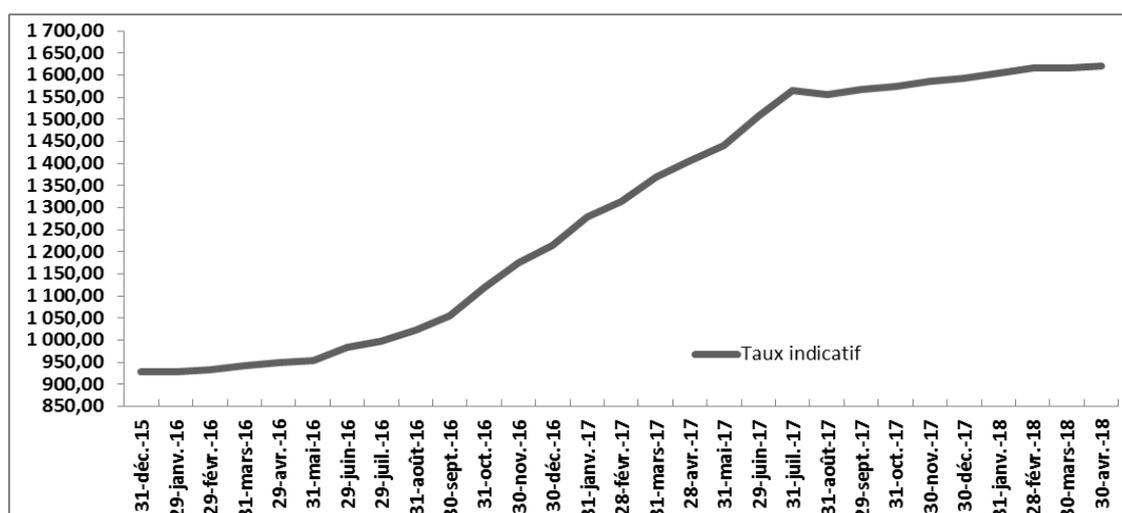
Source : BCC

2.3. SECTEUR EXTERIEUR

2.3.1. Le marché des changes

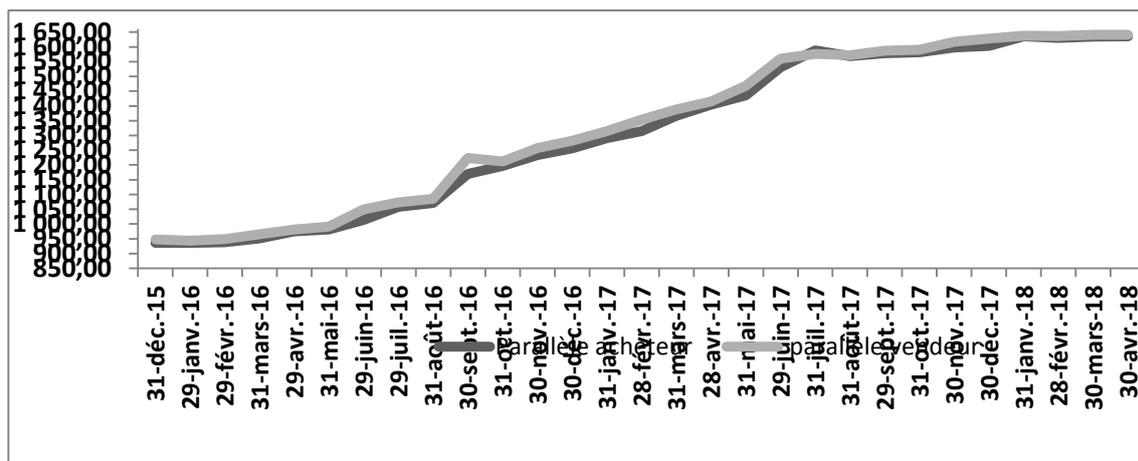
Au 30 avril 2018, le marché des changes a renseigné une relative stabilité du taux de change dans ses deux compartiments. En effet, par rapport à fin mars 2018, la monnaie nationale s'est dépréciée respectivement de 0,21 % et 0,03 % à l'indicatif et au parallèle. Les taux indicatif et parallèle se sont fixés à 1.620,00 CDF le dollar américain et 1.638,83 CDF.

Graphique14 : Evolution du taux de change indicatif (CDF/1 USD)



Source : Banque Centrale du Congo.

Graphique 15 : Evolution des taux de change parallèle acheteur et vendeur



Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau 10 : Evolution du taux de change

	Taux de change CDF/USD				Var. mensuelle en %				Var. en % par rapport à fin décembre 2017			
	Taux indicatif	Taux parallèle			Taux indicatif	Taux parallèle			Taux indicatif	Taux parallèle		
		acheteur	vendeur	moyen		acheteur	vendeur	moyen		acheteur	vendeur	moyen
31-déc.-17	1592,19	1603,40	1627,67	1615,53								
31-janv.-18	1604,98	1636,00	1637,67	1636,83	-0,80	-1,99	-0,61	-1,30	-0,80	-1,99	-0,61	-1,30
28-févr.-18	1615,97	1630,00	1636,33	1633,17	-0,68	0,37	0,08	0,22	-1,47	-1,63	-0,53	-1,08
30-mars-18	1616,53	1635,00	1641,67	1638,33	-0,03	-0,31	-0,32	-0,32	-1,51	-1,93	-0,85	-1,39
30-avr.-18	1620,00	1636,00	1641,67	1638,83	-0,21	-0,06	0,00	-0,03	-1,72	-1,99	-0,85	-1,42

Source : Banque Centrale du Congo.

2.3.2. Budget en devises et Réserves de change

L'exécution du budget en devises, au 30 avril 2018, s'est soldée par un excédent mensuel de 194,72 millions de USD. En cumul annuel, il s'observe une augmentation nette des devises de 342,53 millions de USD, portant les réserves de change à 1.186,54 millions de USD, correspondant à 5 semaines d'importations de biens et services sur ressources propres.

Tableau 11 : Exécution du Budget en devises au 30 avril 2018

	Cumul 2017	31-janv-18	28-févr-18	30-mars-18	30-avr-18	Cumul 2018
Stock initial	845,44	844,02	841,39	927,99	991,82	844,02
I. FLUX EN RECETTES	880,56	68,95	148,90	177,96	306,98	702,79
A. Recettes d'exploitation	292,95	10,61	22,98	38,15	71,07	142,81
1. Redevance de Contrôle de Change	48,58	4,85	4,70	5,17	6,02	20,74
B. Opérations de change	587,61	58,34	125,92	139,81	235,91	559,97
1. Rachats recettes fiscales et non fisc.	587,61	58,34	125,92	139,81	235,91	559,97
2. Rachats Financements extérieurs	-	-	-	-	-	-
3. Achats interbancaires/Adjudications	-	-	-	-	-	-
II. FLUX EN DEPENSES	881,98	71,58	62,29	114,12	112,26	360,26
A. Dépenses du Trésor	599,98	59,56	48,52	103,11	99,20	310,40
1. Service de la dette extérieure	120,81	7,69	2,91	27,15	13,23	50,98
2. Paiements diverses créances	22,96	0,58	0,58	0,58	0,58	2,30
3. Fonctionnement	456,22	51,30	45,04	75,39	85,39	257,12
- Fournisseurs étrangers	99,17	6,34	7,17	8,13	39,10	60,73
B. Dépenses de la BCC	281,99	12,02	13,77	11,01	13,06	49,86
Ventes interbancaires	117,92	-	-	3,00	3,00	6,00
BALANCE(I - II)	- 1,42	- 2,63	86,60	63,84	194,72	342,53
Stock final (SI+REC-DEP)	844,02	841,39	927,99	991,82	1 186,54	1 186,54

Source : Banque Centrale du Congo.

2.4. SECTEUR MONETAIRE

2.4.1. Evolution des Agrégats monétaires

A fin avril 2018, la masse monétaire a augmenté de 15,84 milliards de CDF par rapport à fin mars 2018, se situant à 8.341,04 milliards. Cette hausse est expliquée par un accroissement des Avoirs extérieurs nets de 314,54 milliards, alors que les Avoirs intérieurs nets ont diminué de 298,70 milliards. Au niveau de la composante, cette progression est attribuée essentiellement à la monnaie (M1).

De même, la base monétaire a enregistré, d'un mois à un autre, une hausse de 39,94 milliards de CDF. Cette augmentation s'explique, au niveau des contreparties, par une hausse des avoirs extérieurs de 312,87 milliards de CDF tandis que les avoirs intérieurs nets ont régressé de 272,93 milliards de CDF. Au niveau des composantes, cet élargissement s'est situé à travers la circulation fiduciaire et les dépôts des banques respectivement à hauteur de 12,90 milliards et de 27,03 milliards de CDF.

2.4.2. Marché monétaire

- **Marché de refinancement**

A fin avril 2018, les guichets des prêts à court terme et des facilités permanentes ont été inopérants. En effet, les banques ne se sont plus présentées au guichet des prêts à court terme depuis le 08 mars 2018 et une absence totale a été observée depuis le début de l'année 2018 sur le guichet des facilités permanentes.

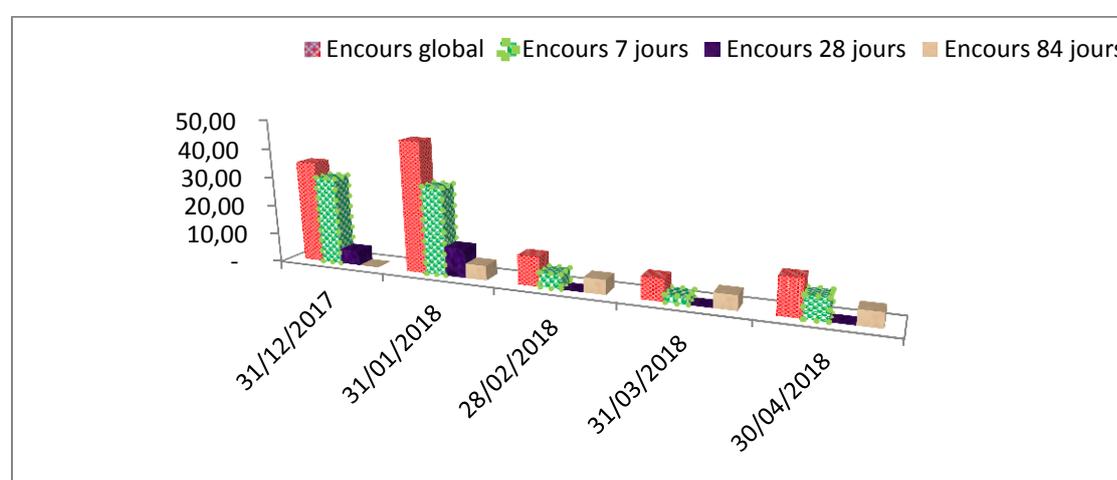
S'agissant du marché interbancaire, ce guichet a enregistré un volume mensuel d'opérations de 155,0 milliards contre 183,5 milliards un mois auparavant. Le taux moyen pondéré s'est situé à 13,80 %. A la période correspondante de 2017, le volume des transactions se chiffraient à 776,0 milliards de CDF.

- **Opérations des Bons de la Banque Centrale du Congo**

A fin avril 2018, l'encours global du Bon BCC s'est fixé à 12,5 milliards de CDF, soit 7,5 milliards pour la maturité à 7 jours et 5,0 milliards pour celle à 84 jours. Considérant le niveau de l'encours à fin décembre 2017 de 35,0 milliards, il se dégage globalement une injection annuelle et une ponction mensuelle respectivement de 22,5 milliards et 5,0 milliards de CDF. Les taux moyens pondérés sur les Bons BCC ont été de 6,5 %, et 14,0 % respectivement pour les 7 jours, 84 jours.

S'agissant des charges financières y relatives, le coût mensuel, à fin avril 2018, se chiffre à 194,4 millions contre 21,88 millions de CDF à fin mars 2018. Le coût annuel s'est établi à 1.135,8 milliards. A la même période correspondante de 2017, les dépenses des Bons BCC s'élevaient à 400,6 millions.

Graphique. 16 : Evolution de l'encours du Bon BCC en 2018 (en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

2.4.3. Comportement des facteurs de la liquidité bancaire

A fin avril 2018, les facteurs de liquidité ont permis une injection de la liquidité au-delà de la programmation. En effet, l'interaction entre les facteurs autonomes et institutionnels de la liquidité bancaire s'est traduite par une injection nette de 85,2 milliards contre une ponction attendue de 20,8 milliards de CDF. Cette injection de la liquidité est occasionnée, globalement, par les facteurs autonomes.

Tableau 12 : Facteurs de liquidité bancaire en 2017
(Flux en milliards de CDF)

	Programmation avr-18	Réalisation flux 30-avr-18	Ecart
1. Facteurs autonomes (hors circul fiduc)	118,7	310,0	191,2
2. Facteurs institutionnels	139,5	224,7	85,2
Fact. Auton Fact.Institu (1-2)	-20,8	85,2	106,0

- **Evolution des facteurs autonomes**

Il s'est enregistré une injection de 310,0 milliards de CDF contre un flux programmé de 118,7 milliards, dégagant un écart de 191,2 milliards. Cette évolution est principalement liée aux injections nettes réalisées des avoirs

extérieurs à hauteur de 429,4 milliards de CDF alors que les avoirs intérieurs nets ont ponctionné 119,5 milliards.

Tableau 13 : Facteurs autonomes de la liquidité bancaire en 2017
(Flux en milliards de CDF)

	Programmation	Réalisation flux	Ecart
	avr-18	30-avr-18	
1. Facteurs autonomes (hors circul fiduc)	118,7	310,0	191,2
a) AEN	129,3	429,4	300,1
b) AIN	-10,6	-119,5	-108,9
Crédits Intérieurs	10,6	-435,7	-446,3
CNE	-30,8	-435,7	-404,9
Créances sur BCM (RME)	41,3	0,0	-41,3
Créances sur le secteur privé	0,0	0,0	0,0
APN hors Bons BCC	-21,2	316,2	337,4

- **Evolution des facteurs institutionnels**

Les facteurs institutionnels ont ponctionné 224,7 milliards de CDF contre une ponction attendue de 139,5 milliards. Cette situation est expliquée par des ponctions nettes enregistrées au niveau de la réserve obligatoire de 222,7 milliards de CDF et de l'encours de refinancement de 24,6 milliards alors que l'encours Bons BCC a injecté 22,5 milliards de CDF.

Tableau 14 : Facteurs institutionnels de la liquidité bancaire en 2017
(Flux en milliards de CDF)

	Programmation	Réalisation flux	Ecart
	avr-18	30-avr-18	
2. Facteurs institutionnels	139,5	224,7	85,2
a) Encours Bons BCC	-5,0	-22,5	-17,5
b) Réserves Obligatoires	193,6	222,7	29,1
c) Encours refinancement	49,1	-24,6	-73,6

- **Evolution du compte courant des banques**

A fin avril 2018, le compte courant s'est chiffré à 789,70 milliards de CDF contre 762,67 milliards de CDF à fin mars 2018, dégagant ainsi une hausse mensuelle de 27,03 milliards.

La moyenne de la réserve notifiée pour la période du 15 avril au 14 mai 2018 est de 682,13 milliards, dégagant ainsi un niveau des avoirs libres des banques de 107,57 milliards de CDF.

- ❖ **Evolution des émissions monétaires**

A fin avril 2018, les émissions nettes cumulées se sont établies à 52,68 milliards de CDF, tenant aux émissions de 175,08 milliards et aux destructions de 122,39 milliards. Les billets recyclés se sont établis à 533,46 milliards de CDF dont 64,52 % en provinces.

Tableau 15 : Evolution des émissions monétaires en 2018

(En millions de CDF)

Rubrique	Janvier	Février	Mars	Avril	Cumul/An
Prévisions émissions	19 180,20	76 550,00	10 000,00	82 095,00	187 825,20
Emissions = (A)	10 576,60	77 133,20	16 189,65	71 177,35	175 076,80
Destructions = (B)	17 818,54	8 410,00	87 387,33	8 777,00	122 392,87
Emissions nettes (C) = (A) - (B)	- 7 241,94	68 723,20	- 71 197,68	62 400,35	52 683,93
Recyclage	224 430,07	142 640,55	166 311,13	177 946,90	711 328,66
dont au Siège	75 959,35	48 040,52	62 255,21	66 152,85	252 407,94
dont en provinces (*)	148 470,72	94 600,03	104 055,92	111 794,05	458 920,72

Source : Banque Centrale du Congo.

(*) : Seulement les versements des banques

2.4.4. Dynamisme de l'Activité bancaire

2.4.4.1. Dépôts de la clientèle

A fin mars 2018, les dépôts de la clientèle des banques se sont accrus de 5,80 % par rapport à fin décembre 2017, s'établissant à 3.941,50 millions de USD. A la période correspondante de 2017, les dépôts ont augmenté de 15,94 %.

S'agissant des dépôts en monnaie nationale, ces derniers sont passés à 407,48 millions d'USD à fin mars 2018 contre 378,66 millions à fin décembre 2017 et 427,42 millions en 2017, accusant respectivement une croissance de 7,61 % et un recul de 4,67 %. Quant aux dépôts en monnaies étrangères, ils se sont accrus respectivement de 5,60 % et 18,90 % par rapport à fin décembre 2017 et par rapport à l'année correspondante de 2017, s'établissant à 3.534,01 millions de USD au 31 mars 2018.

Pour ce qui est des dépôts de la clientèle par provenance, tous les dépôts affichent des hausses par rapport à fin décembre 2017 alors qu'en glissement annuel seuls les entreprises publiques et les ménages indiquent des progressions.

Tableau 16 : Evolution des dépôts de la clientèle des banques

(En millions de USD)

TOTAL DEPOTS DE LA CLIENTELE	déc-16	mars-17	déc-17	janv-18	févr-18	mars-18	Variation par rapport à fin décembre 2017 (en %)	Variation mars 2018 par rapport à fin mars 2017 (en %)
I. Dépôts de la clientèle par Types	3 414,10	3 399,60	3 725,27	3 847,37	3 880,33	3 941,50	5,80	15,94
(a) Comptes ordinaires	2 719,69	2 683,18	2 935,21	3 079,34	3 088,90	3 126,27	6,51	16,51
Comptes courants	1 880,55	1 849,93	2 036,69	2 167,05	2 165,23	2 174,56	6,77	17,55
Comptes de chèques	341,28	348,23	373,26	378,45	389,73	415,56	11,33	19,34
Comptes sur livrets	398,23	391,33	448,61	454,68	463,78	471,50	5,10	20,49
Provisions crédocs	18,50	12,03	15,05	14,91	10,20	13,15	-12,66	9,33
Autres	81,13	81,66	61,60	64,25	59,97	51,50	-16,38	-36,93
(b) Dépôts à terme	654,78	671,04	752,19	728,85	751,05	772,01	2,63	15,05
(c) Dépôts à regime spécial	39,63	45,38	37,87	39,18	40,38	43,21	14,12	-4,77
II. Dépôts de la clientèle par Monnaies	3 414,10	3 399,60	3 725,27	3 847,37	3 880,33	3 941,50	5,80	15,94
MN	506,68	427,42	378,66	417,00	411,87	407,48	7,61	-4,67
ME	2 907,42	2 972,17	3 346,61	3 430,37	3 468,45	3 534,01	5,60	18,90
III. Dépôts de la clientèle PAR PROVENANCE	3 414,10	3 399,60	3 725,27	3 847,37	3 880,33	3 941,50	5,80	15,94
Administration publique	141,03	127,80	95,18	85,19	105,74	106,43	11,82	-16,72
Administration publique locale	29,28	57,74	27,07	26,15	22,63	30,39	12,26	-47,38
Entreprises publiques	186,21	180,00	205,97	221,35	223,94	231,06	12,18	28,36
Entreprises privées	1 578,20	1 490,93	1 395,79	1 491,75	1 467,91	1 456,30	4,34	-2,32
Ménages	1 479,37	1 543,12	2 001,26	2 022,92	2 060,11	2 117,32	5,80	37,21

Source : Banque Centrale du Congo.

2.4.4.2. Crédits à l'économie

A fin mars 2018, les crédits bruts à la clientèle ont connu une progression de 2,97 % par rapport à décembre 2017 et une régression de 2,54 % en glissement annuel.

S'agissant des crédits par monnaies, les crédits en monnaie nationale se sont décrus de 2,14 % et 24,96 % respectivement par rapport à fin décembre 2017 et une année plutôt. Ceux en monnaies étrangères, au contraire, ont connu un accroissement de 3,57 % et 4,30 %. Cette situation est le reflet de la préférence par les banques d'octroyer des crédits en monnaies étrangères plutôt qu'en monnaie nationale. Cette situation est expliquée par les faibles niveaux des avoirs des banques, induits notamment par le niveau élevé du coefficient de la réserve obligatoire, ainsi que de l'effet de la dépréciation de la monnaie nationale.

Tableau 17 : Evolution des crédits à décaissement à la clientèle

(en millions de USD)

Rubriques	déc.-16	mars-17	déc-17	janv-18	févr-18	mars-18	Variation par rapport à fin décembre 2017 (en %)	Variation mars 2018 par rapport à fin mars 2017 (en %)
Crédits bruts à la clientèle	2 465,96	2 338,88	2 213,70	2 222,28	2 226,12	2 279,41	2,97	-2,54
1. Crédits nets par terme	2 239,88	2 042,78	2 010,67	2 016,70	2 021,16	2 073,98	3,15	1,53
Crédits à long terme	211,95	211,66	128,44	122,98	124,20	121,52	-5,38	-42,58
Crédits à moyen terme	600,17	579,85	635,99	614,73	601,27	612,41	-3,71	5,61
Crédits à court terme	331,85	347,04	347,17	327,67	322,45	341,17	-1,73	-1,69
Découvert bancaire	920,45	799,35	657,53	709,12	748,98	785,51	19,46	-1,73
Crédits nets en souffrance	175,47	104,88	241,54	242,20	224,26	213,37	-11,67	103,45
2. Provisions pour crédits par monnaies	226,08	296,10	203,03	205,59	204,96	205,43	1,18	-30,62
Ventilation des crédits par monnaies	2 239,88	2 042,78	2 010,67	2 016,70	2 021,16	2 073,98	3,15	1,53
MN	219,37	193,64	148,49	144,88	138,32	145,31	-2,14	-24,96
ME	2 020,51	1 849,13	1 862,18	1 871,82	1 882,84	1 928,67	3,57	4,30
Crédits bruts à la clientèle par agents	2 465,96	2 338,88	2 213,70	2 222,28	2 226,12	2 279,41	2,97	-2,54
Administration publique	138,89	88,24	51,82	54,25	67,27	86,01	65,99	-2,52
Entreprises publiques	175,90	174,95	160,80	181,39	160,30	170,91	6,28	-2,31
Entreprises privées	1 539,20	1 468,89	1 430,88	1 462,51	1 423,33	1 450,70	1,39	-1,24
Ménages	611,97	606,80	570,21	524,13	575,21	571,79	0,28	-5,77

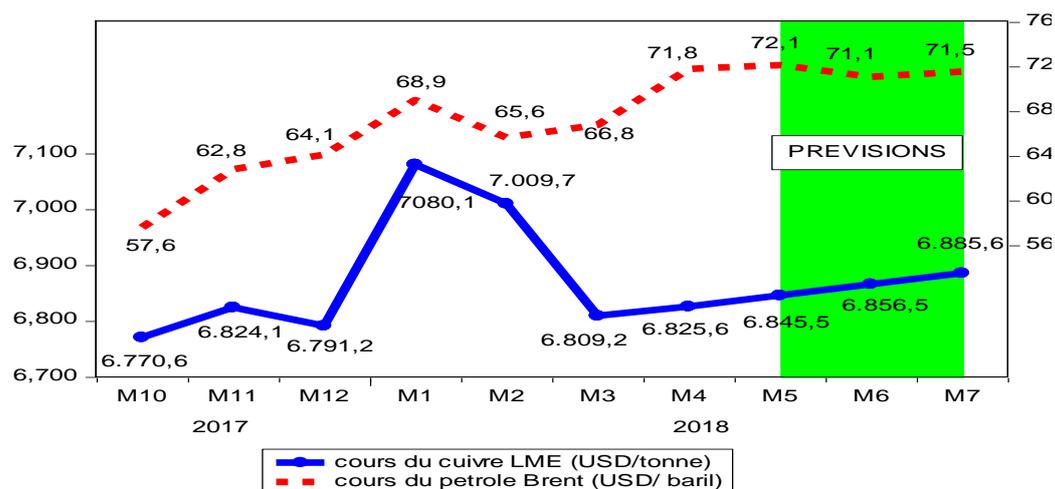
Source : Banque Centrale du Congo.

2.5. PREVISIONS MACROECONOMIQUES

2.5.1. Prévisions des cours des produits de base

En 2018, la croissance économique de la RDC pourrait se situer à 4,3 %. Ce regain de l'activité économique devrait être soutenu par des niveaux rémunérateurs des cours des produits de base, notamment celui du cuivre, principal produit d'exportation du pays. A ce sujet, comme le montre le graphique ci-dessous, durant les trois prochains mois, soutenue par sa demande, le cours du cuivre devrait rester à des niveaux favorables pour l'économie congolaise. En effet, en moyenne mensuel, le cours du métal rouge pourrait se situer à 6.845,5, 6856,5 et 6.856,5 respectivement durant les mois de mai, juin et juillet 2018.

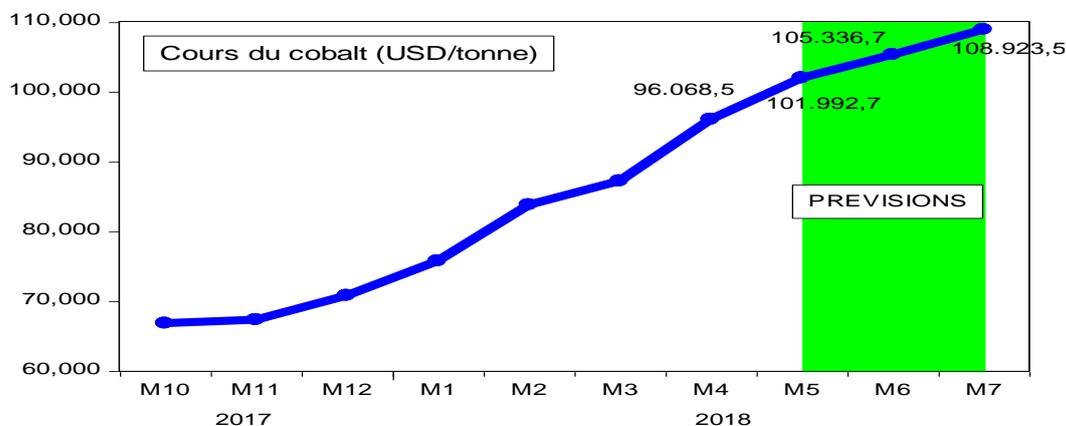
Graphique 17. Prévisions des cours du cuivre et du pétrole brut



Source : Banque Centrale du Congo.

Le cours du pétrole se situerait autour d'une moyenne de 71,6 USD le baril alors que le cours du cobalt, quant à lui, devrait poursuivre sa hausse vertigineuse pour se fixer, pour la première fois, autour d'une moyenne de 105.417 USD la tonne suite notamment à la poursuite de la hausse de la demande de ce produit sur le marché international.

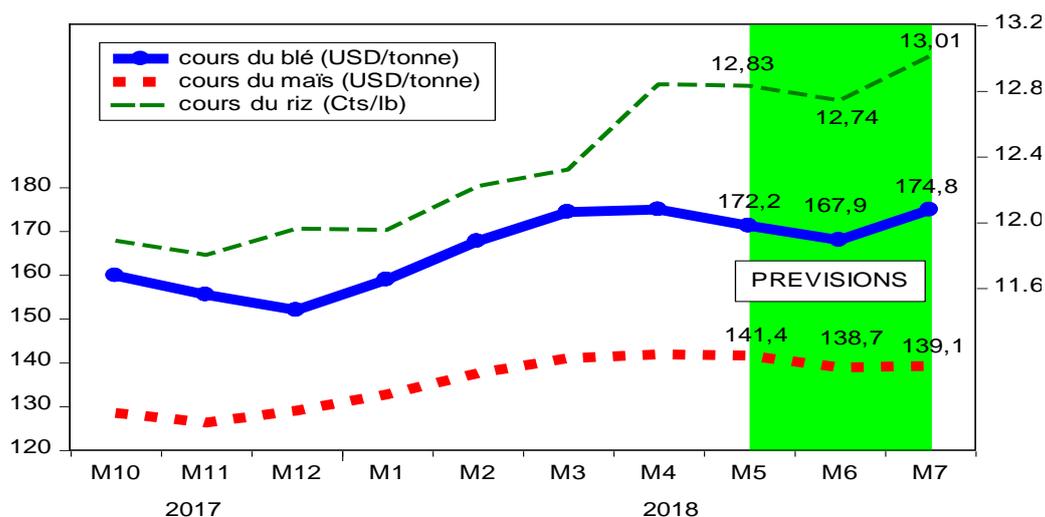
Graphique 18. Prévisions du cours du cobalt



Source: Banque Centrale du Congo.

S'agissant des cours des principaux produits agricoles importés par l'économie congolaise, il est attendu une évolution divergente avec une tendance à la hausse. En effet, sur le marché de Chicago, en moyenne mensuel, le cours du blé pourrait se situer à 172,2 ; 167,9 et 174,8 USD la tonne respectivement durant les mois de mai, juin et juillet 2018 contre des niveaux respectifs de 141,4 ; 138,7 et 139,1 USD la tonne pour celui du maïs.

Graphique 19. Prévisions des cours du blé, maïs et riz

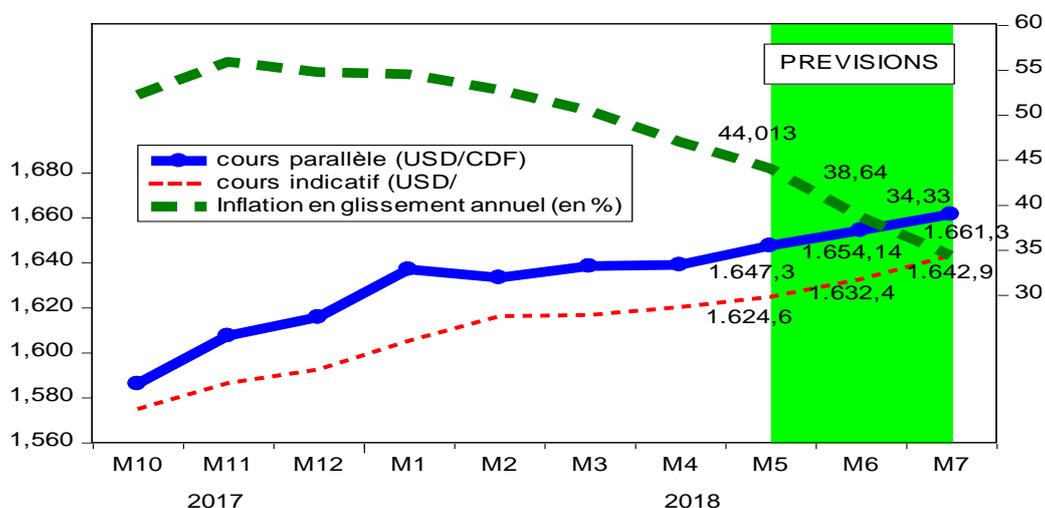


Source: Banque Centrale du Congo.

2.5.2. Prévisions des taux de change et d'inflation

La stabilité observée sur le marché de change et des biens et services devrait se poursuivre en mai, juillet et juillet 2018, et ce, nonobstant la hausse des prix du transport causé par l'augmentation des prix du carburant à la pompe.

Graphique 20. Prévisions des taux de change et d'inflation en glissement



Source: Banque Centrale du Congo.

En effet, durant la période allant d'avril à fin juillet 2018, la monnaie nationale ne devrait perdre que 1,39 % et 1,35 % de sa valeur, respectivement sur le marché indicatif et parallèle contre des dépréciations respectives de 10,22 % et 10,92 % à la période correspondante de 2017.

La relative stabilité du taux de change attendu devrait permettre la poursuite du processus de désinflation entamé depuis juillet 2017. En glissement annuel, l'inflation pourrait s'établir à 44,03 %, 38,64 % et 34,33 % respectivement en mai, juin et juillet 2018. Il est à noter la désinflation prévue aurait été plus forte n'eut été la hausse des prix du transport suite à l'augmentation du prix du carburant à la pompe.
